



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 396 – 23 avril 2021

Zoom sur les Perspectives économiques du FMI en Afrique subsaharienne

Après avoir publié ses [Perspectives de l'économie mondiale](#) en mars 2021, le Fonds monétaire international (FMI) a mis en ligne cette semaine ses [Perspectives économiques régionales pour l'Afrique subsaharienne](#), intitulé « Faire face à une longue pandémie ».

📌 Une récession de 1,9% en 2020 en Afrique subsaharienne, la pire jamais enregistrée

Les prévisions de l'institution internationale indiquent **une contraction du PIB de l'Afrique subsaharienne de 1,9% en 2020** (contre -3% prévu en octobre dernier) apparaissant comme la plus forte récession jamais enregistrée dans la région. La crise engendrée par la pandémie a balayé les efforts de développement accomplis ces dix dernières années : l'emploi a reculé d'environ 8,5% en 2020 dans l'ensemble du sous-continent, plus de **32 M personnes ont basculé dans l'extrême pauvreté**, et les mesures de confinement ont fortement perturbé l'éducation, l'apprentissage à distance étant peu accessible dans la région. Le revenu par habitant en Afrique subsaharienne ne devrait pas retrouver son niveau pré-pandémie avant 2025.

En Afrique de l'Ouest, **l'économie s'est contractée de 0,8% en moyenne en 2020**. Ce chiffre masque cependant de **grandes disparités entre les pays** : 7 d'entre eux ont été marqués par une récession, notamment le Cap-Vert (-14%) – affecté par la mise à l'arrêt du secteur touristique et qui a enregistré **la contraction la plus importante du continent après l'Île Maurice** – mais aussi le Libéria (-3%), la Guinée Bissau (-2,4%), la Mauritanie (-2,2%), la Sierra Leone (-2,2%), le Mali (-2%) et le Nigeria (-1,8%). A l'inverse, le Togo (+0,7%), le Burkina Faso (+0,8%), le Sénégal (+0,8%), le Ghana (+0,9%), le Niger (+1,2%), le Bénin (+2%), la Côte d'Ivoire (+2,3%) et surtout la Guinée (+5,2%, **2^{ème} plus forte croissance en Afrique subsaharienne**) enregistrent un résultat positif.

📌 Une reprise attendue à +3,4% en moyenne, freinée par l'accès limité au vaccin

En 2021, le FMI s'attend à un retour de la croissance à 3,4% en Afrique subsaharienne et 4,4% en Afrique de l'Ouest. **L'économie la plus dynamique de cette zone serait le Niger**, avec une prévision de croissance à 6,9%. Cette reprise reste conditionnée par l'évolution de la pandémie, elle-même dépendante de **la vaccination des populations**. Plusieurs pays du sous-continent ont d'ailleurs reçu des

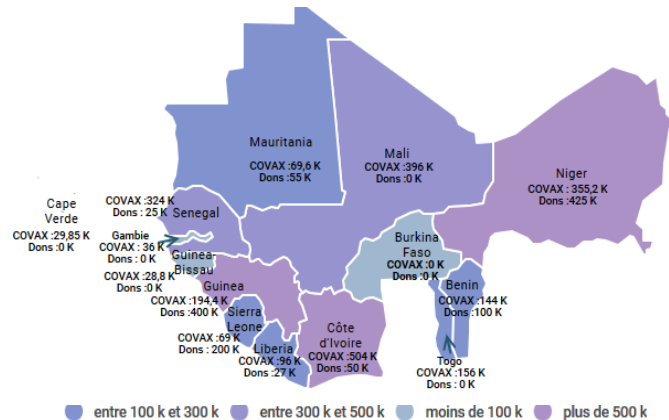
LE CHIFFRE À RETENIR

+4,4%

La croissance du PIB attendue
par le FMI en Afrique de
l'Ouest en 2021

doses de vaccins et lancé leurs campagnes : en Afrique de l'Ouest, près de 2,5 M doses ont notamment été livrées via le [mécanisme COVAX](#). Le rythme du déploiement des vaccins en Afrique subsaharienne reste toutefois **plus lent que dans les autres régions du monde** et la plupart des pays n'atteindront pas une large couverture (au moins 60% de vaccination) avant la fin de 2023. Selon le FMI, ce retard expliquerait pourquoi l'Afrique subsaharienne devrait enregistrer la croissance régionale la plus faible du monde en 2021, derrière le Moyen-Orient et l'Asie centrale (+3,7%), l'Europe (+4,4%) et l'Amérique latine (+4,6%).

Doses de vaccin reçues à ce jour par les pays d'Afrique de l'Ouest, via le mécanisme COVAX ou par don étranger



Une aggravation de la position financière des Etats, marquée par une augmentation de la dette publique à 58% du PIB en moyenne (+6 p.p.) en raison de la pandémie

Les pays d'Afrique subsaharienne ont abordé la crise de la COVID-19 avec **un espace budgétaire déjà restreint**, 16 d'entre eux étant en **risque de surendettement élevé** (dont le Cap-Vert, la Mauritanie, la Gambie et la Sierra Leone) ou en situation de surendettement en 2019. La baisse des recettes et l'accroissement des besoins de financement induits par la pandémie ont aggravé les déficits budgétaires – passés de 4,1% du PIB en moyenne en 2019 à 6,9% en 2020 en Afrique subsaharienne – et entraîné une accumulation rapide de la dette du sous-continent, à 58% du PIB (+6 p.p. par rapport à 2019). A ce titre, **l'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD)** du G20 et du Club de Paris a permis en partie aux pays bénéficiaires de maintenir les dépenses essentielles, en reportant temporairement les paiements du service de la dette. **11 pays d'Afrique de l'Ouest y ont adhéré en 2020** et 10 d'entre eux bénéficient déjà [d'une extension](#) jusqu'à décembre 2021.

Pays	Croissance du PIB		Solde budgétaire global, dons compris (% du PIB)			Dette publique (% du PIB)		
	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
Benin	2	5	-0,5	-4,9	-4,5	41,2	45,4	47,7
Burkina Faso	0,8	4,3	-3,5	-5,2	-5,6	42,7	44,3	46,8
Cap vert	-14	3,4	-1,8	-8,9	-7,9	125	139	137,6
Cote d'Ivoire	2,3	6	-2,3	-5,9	-4,6	41,2	45,7	46,3
Gambie	0	6	-2,5	-1,9	-3,9	80,1	75,8	73,9
Guinée	5,2	5,6	-0,5	-3,6	-2,3	36,8	41,4	42,3
Guinée-Bissau	-2,4	3	-3,9	-9	-5,1	66,9	78,1	78,1
Liberia	-3	3,6	-4,6	-2,8	-2,4	55,4	61,8	57
Mali	-2	4	-1,7	-5,5	-5,5	40,5	44,1	46,1
Mauritanie	-2,2	3,1	2,6	3,0	-2,0	56,5	59,5	56,3
Niger	1,2	6,9	-3,6	-5,8	-4,4	39,8	44,2	44,5
Sénégal	0,8	5,2	-3,9	-6,4	-4,9	64,8	65,8	66,8
Sierra Leone	-2,2	3	-3,1	-5,5	-3,3	71,7	71,9	70,4
Togo	0,7	3,5	1,6	-6,1	-6,1	53,6	57,6	60
ASS	-1,9	3,4	-4,1	-6,9	-5,6	51,5	57,8	56,2

Source : FMI, WEO avril 2021

Selon le rapport, les pays d'Afrique subsaharienne auront **besoin de financements extérieurs supplémentaires à hauteur de 245 Mds USD pour la période 2021-25**. Dans ce contexte, le FMI préconise un élargissement de l'espace budgétaire des pays de la région, notamment via **l'accroissement des recettes intérieures**, la hiérarchisation des dépenses ou encore l'amélioration de la transparence et de **la gouvernance** dans l'exécution des budgets des Etats.

Pour plus de statistiques sur les économies ouest-africaines, consultez nos [Chiffres clés des pays d'Afrique de l'Ouest](#), récemment mis à jour avec les données publiées par le FMI dans ses Perspectives de l'économie mondiale.

🌐 Régional

Augmentation d'un tiers de l'insécurité alimentaire due à la flambée des prix des denrées

Le Programme alimentaire mondial (PAM) a publié le 16 avril [un communiqué de presse](#) alertant de l'augmentation de l'insécurité alimentaire en Afrique de l'ouest et centrale. Selon l'institution onusienne, plus de 31 M personnes dans ces régions pourraient être en situation d'insécurité alimentaire en 2021, ce qui représente une hausse de 30% par rapport à 2019 et le niveau le plus élevé depuis près de dix ans. Plus spécifiquement en Afrique de l'ouest, dans [son étude publiée le 1^{er} avril](#), le Réseau de prévention des crises alimentaires indique que 27 M personnes pourraient avoir besoin d'assistance pendant la période de soudure, dont 12,8 M personnes au Nigéria, 2,9 M au Burkina Faso, 2,3 M au Niger, 1,8 M en Sierra Leone, 1,3 M au Mali et 1 M au Libéria. Les principales causes mises en avant par le PAM sont la flambée des prix des denrées alimentaires, l'impact socio-économique de la pandémie de COVID-19 et les conflits qui perdurent dans la bande sahélienne. Le prix des produits locaux ont en effet grimpé de près de 40% par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Le PAM indique avoir besoin de 770 M USD pour poursuivre ses opérations dans 19 pays de la région cette année.

🌐 Bénin

Nouveau record de 728 K tonnes de coton pour la campagne 2020-2021

La campagne 2020-2021 se termine sur [une production record de 728 K tonnes de coton](#), contre 715 K tonnes lors de la précédente campagne. Elle permet au Bénin de conserver sa place de premier producteur africain, devant le Mali, la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso. Pour rappel, le pays compte 209 K cotonculteurs. Le coton représentait 19,3% des exportations du pays en 2019, soit 321 Mds FCFA (490 M EUR).

🌐 Burkina Faso

Inflation à +2,5% en g.a. en mars 2021

L'indice harmonisé des prix à la consommation du mois de mars 2021 affiche [une hausse de 2,5% en g.a.](#), tirée par l'augmentation de 5,6% en g.a. des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées. L'indice des autres postes demeurent quasi stable. Seul les transports (-1,8% en g.a.) et les restaurants et hôtels (-0,6% en g.a.) enregistrent une légère baisse.

4 conventions de financement pour un total de 54 M EUR entre l'AFD et le ministère des Finances

[Quatre conventions mixtes de prêt et don](#), d'un montant total de 54 M EUR, ont été signées le 16 avril 2021 entre l'AFD et le ministère des Finances. Elles portent sur deux projets mis en œuvre dans les régions de la Boucle du Mouhoun et de l'Est : (i) le premier (27 M EUR, dont 7 M EUR de don) est un projet d'amélioration et de sécurisation de la production agricole (SECURAGRI), qui vise à améliorer la sécurité alimentaire grâce à des investissements dans les systèmes agropastoraux pluviaux ; (ii) le second (27 M EUR, dont 7 M EUR de don) est un projet d'appui à la décentralisation et aux collectivités locales (PADCT).

472 K tonnes de coton produit pour la campagne 2020-2021

[Les résultats prévisionnels de la campagne 2020-2021 de coton](#) indiquent un volume global de production de 472 K tonnes, en hausse de 7% par rapport à la campagne précédente, dont 1,6 K tonnes de coton biologique, en hausse de 13%. Pour la campagne cotonnière 2021-2022, la production est attendue à 627 500 tonnes. Pour rappel, le coton représentait 12,5% des exportations du pays en 2019, soit 290 Mds FCFA (442 M EUR).

Obligation pour les entreprises extractives de divulguer l'identité des actionnaires

[Le Conseil des ministres du 21 avril 2021](#) a adopté un décret rendant obligatoire la divulgation du nom du ou des propriétaire(s) de toutes les entreprises extractives exerçant ou voulant exercer sur le territoire national. Il s'agit d'une exigence de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE). Les propriétaires sont définis comme toute personne physique ou morale détenant une part d'actions d'au moins 25% dans une entreprise extractive. Pour rappel, plus de 50 tonnes d'or ont été extraites en 2019, hissant le pays au 4^{ème} rang des producteurs d'or du continent.

Cap-Vert

La Banque centrale du Cap-Vert prévoit une croissance de 6% pour 2021

Dans son [rapport de politique monétaire publié le 19 avril 2021](#), la Banque du Cap-Vert projette une croissance de l'économie nationale d'environ 6% en 2021 (contre -14,8% en 2020), à condition la pandémie soit contrôlée, notamment au Cap-Vert et chez ses pays partenaires. Dans un scénario défavorable, la croissance économique sera d'environ 3%. La BCV prévoit également une réduction continue des réserves de change du pays, qui devrait néanmoins continuer à couvrir plus de 6 mois d'importations de biens et services. Tenant compte des perspectives actualisées de l'économie, la BCV maintient ainsi son taux directeur à 0,25%.

Baisse des prix de 9,5% dans le secteur du tourisme au premier trimestre 2021

Selon l'Institut national de la statistique du Cap-Vert, [les prix de l'offre touristique ont connu une baisse au premier trimestre 2021, de 9,5% par rapport à la même période en 2020](#). Les catégories « hôtel » et « auberge » ont enregistré les baisses de prix les plus importantes sur la

même période (respectivement -13,7% et -11,6%). Seuls les prix des catégories « Service de loisirs » et « café - bars » sont restés globalement stables.

Côte d'Ivoire

100 M USD de la Banque mondiale pour la campagne de vaccination

La Banque mondiale a approuvé le 16 avril [un financement additionnel pour faciliter l'acquisition de vaccins contre la COVID-19](#) et booster la campagne nationale de vaccination. D'un montant total de 100 M USD, ce financement intervient dans le cadre du Projet d'appui au Plan national de riposte à la COVID-19. Pour rappel, la Banque mondiale a mis à disposition une enveloppe de 12 Mds USD aux pays à revenu faible et intermédiaire pour assurer l'achat et la distribution de vaccins à travers le monde. A la date du 21 avril 2021, le nombre de personnes vaccinées se situe à 109 077 en Côte d'Ivoire.

6 Mds FCFA accordés aux collectivités dans le cadre du C2D pour favoriser l'emploi des jeunes

[Des conventions d'une valeur de 6 Mds FCFA](#) (9,8 M EUR) ont été signées entre le Bureau des coordinations des programmes emploi (Bcp-emploi) et 10 collectivités en dehors d'Abidjan, dont le district autonome de Yamoussoukro, pour l'amélioration de l'employabilité de 10 400 jeunes âgés de 18 à 40 ans. Elles s'inscrivent dans le processus de décentralisation de l'Etat, qui transfère aux collectivités territoriales davantage de compétences sur la problématique de l'emploi, et dans le cadre du Contrat de désendettement et de développement (C2D), mis en œuvre par l'AFD. Pour rappel, le C2D est un mécanisme permettant aux Etats de convertir la dette remboursée en don pour le financement de programmes de développement. La Côte d'Ivoire est engagée dans [un 2^{ème} C2D avec l'AFD](#) s'étalant sur la période 2014-2020, pour un montant de 738 Mds FCFA (1,1 Md EUR).

23 M EUR de crédit à l'export de Bpifrance pour la modernisation du foncier urbain

[Bpifrance octroie un crédit à l'export d'un montant de 23 M EUR](#) pour le financement du projet de simplification et de transformation numérique du foncier urbain en Côte d'Ivoire, exécuté par la société française IGN FI (filiale du groupe Geofit spécialiste en gestion et utilisation de données géospatiales). Pour rappel, [l'accord commercial avec IGN FI](#) avait été signé avec le ministère de la Construction, du logement et de l'urbanisme le 20 décembre 2019. D'un coût total de 27 M EUR, le projet a pour objectif de (i) simplifier et réduire de 90% les délais actuels de délivrance des actes administratifs, (ii) diminuer le nombre de litiges et de contentieux et (iii) stimuler les investissements dans le secteur foncier.

Inauguration d'une usine de fruits séchés à Bonoua

L'entreprise suisse HPW Fresh & Dry, spécialisée dans la production de fruits secs, a ouvert [une unité de transformation de fruits séchés tropicaux](#) à Bonoua le 15 avril 2021. D'un coût d'investissement de 5 M EUR, cette usine a une capacité de traitement annuelle de 7 700 tonnes de banane, noix de coco, mangue, papaye et ananas, qui seront transformés en 800 tonnes de fruits séchés.

Guinée

Financement supplémentaire de 8 M USD de la Banque mondiale pour la campagne de vaccination

[La Banque mondiale a approuvé un financement supplémentaire de 8 M USD à la Gambie](#) afin de soutenir l'achat et le déploiement de vaccins. Ce financement porte la contribution totale de la Banque mondiale à 19 M USD pour la mise en œuvre du Plan national de préparation et de réponse à la COVID-19 du gouvernement. La facilité Covax fournira des doses de vaccin pour

couvrir 480 000 personnes et ce financement de la Banque mondiale permettra de disposer de doses suffisantes pour couvrir 980 000 personnes supplémentaires.

Guinée

30 M EUR pour la construction de 5 ponts et 15 km de routes de l'agence néerlandaise des entreprises

L'agence néerlandaise des entreprises, RVO (Rijksdienst voor Ondernemend Nederland) a signé le 21 avril, avec les autorités guinéennes, [des accords de financement portant sur la construction de 5 ponts et 15 km de routes d'accès à Conakry et Coyah](#) pour un montant global de 30 M EUR. Ces accords s'inscrivent dans le cadre du programme DRIVE (Development Related Infrastructure Investment Vehicle), commandé par l'agence et destiné à soutenir les investissements dans l'expansion et/ou l'amélioration de la qualité des infrastructures publiques dans les pays en développement.

Lancement d'un programme d'appui au financement des ODD d'1 M USD

La Guinée et le Système des Nations Unies, à travers le PNUD, l'UNICEF et l'UNCDF, ont lancé officiellement, le 21 avril, [le programme d'appui conjoint au financement des Objectifs du développement durable](#) (ODD). Ce projet d'1 M USD vise entre autres à appuyer la Guinée dans l'élaboration de sa stratégie et la mobilisation des ressources pour les ODD.

Mali

60 M USD de la Banque mondiale pour l'accès au financement, à l'entrepreneuriat et à l'emploi

Le gouvernement malien et la Banque mondiale ont signé, le 20 avril 2021, [un accord de financement d'un montant de 60 M USD](#), dont 30 M USD de don, pour le projet de promotion de l'accès au financement, à l'entrepreneuriat et à

l'emploi (Pafeem) – approuvé par le Conseil d'administration de la Banque mondiale le 17 mars. Celui-ci vise à (i) accroître l'inclusion financière, (ii) aider l'accès au financement des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) et (iii) créer des activités génératrices de revenus, particulièrement au bénéfice des jeunes et des femmes. Selon la Banque mondiale, le [taux d'emploi en 2019 au Mali est estimé à 63,7%](#), mais seulement [19,6% de la population est déclarée comme « salarié »](#).

📍 Mauritanie

Adoption de projets de décret pour l'augmentation des primes et des pensions dans le secteur public

Le 21 avril dernier, [le gouvernement a adopté en Conseil des ministres deux projets de décret](#), l'un portant sur l'augmentation des pensions de retraite des fonctionnaires civils et militaires, et l'autre portant sur l'harmonisation et la simplification du système de rémunération des fonctionnaires et agents contractuels de l'Etat et des établissements publics à caractère administratif.

📍 Niger

Ratification par le parlement d'un accord de financement de près de 300 Mds FCFA pour le projet de Kandadji

Le 20 avril 2021, [le parlement nigérien a approuvé, le projet de loi autorisant la ratification d'un accord de financement pour le projet de Kandadji](#) – premier barrage hydroélectrique du pays. Cet accord porte sur un [financement additionnel de 150 M USD de la Banque mondiale](#) (BM) pour une extension de la période du projet jusqu'à 2026 (initialement prévu en 2025). Le coût global du projet est d'environ 700 Mds FCFA (1,2 Md USD) et est co-financé par la Banque africaine de développement, la Banque islamique de développement et l'Agence française de

développement. Le taux d'électrification du Niger se situe à [17,6%](#) en 2018, selon la BM.

Lancement du programme de réhabilitation de terres à Dosso

Après Maradi, la région de Dosso a accueilli le 15 avril [le lancement de la mise en œuvre des sous-projets du programme de gestion des ressources naturelles et d'intensification agricole initiée par le Millennium challenge account-Niger](#). Au total, ce sont 70000 hectares de terres dégradées qui seront récupérées au cours de cette initiative, 420 périmètres seront irrigués et 280 champs-écoles paysans seront installés. À cela s'ajoute la distribution de 9500 kits de petits ruminants.

📍 Sénégal

Lancement de la Réforme du Code des investissements

[Le ministre des Finances et du Budget a procédé, le 15 avril 2021, au lancement de la Réforme du Code des investissements](#), avec l'installation du Comité de pilotage chargé de produire un document d'évaluation du régime existant et un avant-projet de texte du futur code. Cette réforme, inscrite dans les actions phares du Plan d'actions prioritaires ajusté et accéléré (PAP2A), pour assainir l'environnement des affaires et promouvoir davantage les investissements privés, devrait être finalisée d'ici 2022.

La BAfD décline sa stratégie à moyen terme pour le Sénégal

Dans le cadre de sa [stratégie-pays 2021-2025](#), l'appui de la Banque Africaine de Développement (BAfD) au Sénégal s'articule autour de deux piliers: (i) renforcement des infrastructures pour soutenir la compétitivité et l'intégration régionale et (ii) accroissement de la résilience de l'économie à travers la transformation agricole et le développement industriel. Cette stratégie sera financée principalement à partir du guichet BAD (public/privé) avec une prévision d'environ 1,2

Md EUR. Au 31 décembre 2020, le portefeuille actif de la BAfD au Sénégal comprenait 30 opérations pour un engagement total de 1,9 Md EUR, le portefeuille du secteur public comprenant 24 opérations évaluées à 1,7 Md EUR (soit 88% du total des engagements) et celui du secteur privé comptant 6 opérations pour un montant de 231 M EUR.

216 Mds FCFA injectés dans le monde rural au cours de la campagne arachidière 2020-2021

Lors du Conseil des ministres du 21 avril 2021, le Chef de l'Etat s'est félicité de la bonne campagne agricole 2020-2021 et a salué les résultats notables en matière de collecte et d'exportation de graines d'arachide, soit au total 721 386 tonnes pour des ressources financières exceptionnelles de 216 Mds FCFA (329 M EUR) directement injectés dans le monde rural.

La numérisation du paiement des salaires pour stimuler l'économie

Selon un rapport publié par Better Than Cash Alliance (Nations unies), la Banque mondiale et l'Agence nationale de la statistique et de la démographie, le paiement électronique stimulerait la production et la consommation dans la mesure où numériser 50% des paiements des travailleurs du secteur privé permettrait d'injecter 45 Mds FCFA (68,6 M EUR) additionnels dans l'économie sénégalaise chaque année. L'Agence de Développement et d'Encadrement des Petites et Moyennes Entreprises (ADEPME) a par ailleurs annoncé le renforcement de son fonds d'appui aux PME, grâce à un soutien de la

Banque mondiale de 11 Mds FCFA (16,7 M EUR) pour le développement des initiatives de numérisation des PME et l'appui à leurs projets de paiement électronique de leurs travailleurs.

Sierra Leone

Inflation à +9% en g.a. en mars 2021

L'inflation s'est établie en g.a. à +9% en mars 2021, contre +10,9% le mois précédent. La hausse des prix a notamment été tirée par celle des produits alimentaires (+15,5% en g.a.). Elle a été légèrement atténuée par la baisse des prix des postes de santé (-1,86% en g.a.) et des restaurants et hôtels (-1,2 % en g.a.).

Togo

4,6 M EUR mobilisés pour le financement du 5^{ème} Recensement général de la population

Une table ronde, organisée le 15 avril 2021 par le gouvernement, a permis la mobilisation de 3 Mds FCFA (4,6 M EUR) auprès des partenaires techniques et financiers (PTF) pour le financement du 5^{ème} Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH-5). Le recensement devrait s'étendre sur la période 2021-2023. Cette nouvelle levée porte à 7 Mds FCFA le montant total mobilisé pour le financement de cette opération, dont le coût est estimé à 8,7 Mds FCFA (13,3 M EUR). L'Etat togolais y participe à hauteur de 2 Mds FCFA (3 M EUR).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international